

## Enseignement-supérieur – Recherche : Se mobiliser

Cette rentrée dans l'enseignement supérieur et la recherche se place comme dans l'ensemble du pays sous le signe de l'austérité. Les mesures annoncées le 24 Août par le gouvernement pour réduire le « déficit de la France » feront payer la facture principalement par les salariés et les consommateurs et contribueront à augmenter le nombre de chômeurs. Les exonérations accordées aux plus riches se font sur le dos des plus défavorisés. Elles ne remettent pas en cause les niches fiscales, et le crédit impôt-recherche, dont les organisations syndicales de l'ESR - et aujourd'hui entre autres la Cour des Comptes - dénoncent l'inefficacité, n'est pas touché.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, le gouvernement poursuit sa politique de déstructuration et de pilotage autoritaire: mise en place des Idex à marche forcée, application de la RGPP dans les organismes de recherche, fusion et regroupement d'établissements d'enseignement supérieur visant au changement de leurs missions, fléchage des emplois au CNRS, intensification de la pression managériale dans les établissements et organismes ...

En outre, la politique gouvernementale d'enseignement supérieur maintient un système malthusien et inégalitaire, qui laisse de plus de plus de jeunes issus des milieux défavorisés en dehors de l'enseignement supérieur et refuse la possibilité de développer un enseignement de qualité. Cette politique est cohérente avec celle menée dans le primaire et le secondaire, qui ne permet pas de lutter contre l'échec scolaire et où la préparation du budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif que la recherche d'économies.

Au sein des EPST et des établissements d'enseignement supérieur, un grand nombre de CDD arrivant à échéance ne sont pas renouvelés ou prolongés en CDI, ce qui exclurait ainsi par avance les personnels concernés de possibilités de titularisation ou de CDisation inscrites dans le projet de loi sur la résorption de la précarité.

C'est pourquoi les organisations soussignées estiment indispensable l'intervention des personnels et des étudiants, en convergence avec les salariés, les jeunes et les retraités, pour

\* **une autre logique d'emploi**, avec le maintien dans l'emploi jusqu'à des mesures de titularisation des actuels CDD et CDI ainsi que la création des emplois de titulaires nécessaires (résorption et non-reconstitution de la précarité ; réponses aux besoins de formation et de recherche) ;

\* **une politique visant une autre répartition des richesses**, et favorisant le développement économique et social tout en respectant les impératifs environnementaux ;

\* **une tout autre politique éducative**, d'enseignement supérieur et de recherche fondée sur un véritable service public.

C'est pour peser sur le gouvernement, le patronat et les parlementaires que les organisations soussignées appellent à participer aux actions :

\* **27 septembre** : journée de grève et de manifestations dans l'Education (appel FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education)

\* **11 octobre** : **journée nationale d'action interprofessionnelle (appel CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires)**

**Organisations signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP) – CGT (SNTRS, FERC'SUP, CGT-INRA) – Solidaires (Sud Recherche EPST, SUD Etudiant), UNSA (Sup' Recherche, SNPTEs), SGEN-CFDT Recherche EPST, UNEF, SLR, SLU.**